

## REVUE EUROPEENNE

Au moment où les principautés danubiennes et la Turquie sont le point de mire de la politique européenne et le théâtre d'événements dont les conséquences paraissent si redoutables, quelques mots sur ces pays, et sur leurs rapports avec les grandes puissances qui les avoisinent, seront peut-être bien vus de nos lecteurs.

La situation actuelle n'est que le développement de deux causes, toujours actives, quoique parfois latentes, comme les forces du monde physique, qui arrivent toujours à un résultat dans un temps donné. D'un côté, des germes de dissolution, aussi profonds qu'incurables, rongent depuis longtemps l'empire ottoman, qui a cherché son salut dans les vains dehors de la civilisation. On a cru avoir tout fait en envoyant de nombreux jeunes gens échanger contre les vices, le costume et le scepticisme des grandes capitales, leur vieille foi musulmane, et se dénationaliser sans se convertir. Malgré tout ce qu'on a pu emprunter à la science européenne, on se trouve, en fin de compte, avec des déficits, le désordre dans l'administration et une armée incapable de lutter même à forces supérieures. Il est bien probable que les généraux du Sultan ont ce fameux bouton de guêpe qui ne manquait pas au maréchal Leboeuf, mais ils ont aussi toutes les causes morales qui rendent les armées impuissantes.

La Turquie, du reste, par l'émancipation de la Grèce, avait déjà perdu une grande partie de sa force et de son prestige; sans les craintes et les jalousies des puissances chrétiennes, il y a longtemps qu'elle ne serait plus même une expression géographique. Ses sujets de race slave n'ont cessé d'aspirer à l'indépendance que les Grecs sont parvenus à conquérir, et la Russie les a encouragés tantôt sourdement, tantôt ouvertement.

L'Autriche qui, avec la Russie, semblerait appelée à profiter de la débâcle, se sent bien moins à l'aise que sa puissante voisine. Celle-ci, malgré sa vaste étendue, jouit d'une homogénéité relative, d'une fixité et d'une unité de direction qui lui donnent un immense avantage. Placée entre l'empire d'Allemagne et celui du Czar, l'Autriche, amoindrie par la perte de ses états italiens, par les victoires de la France et par celles de la Prusse, en est réduite à subir tantôt l'influence de Berlin, tantôt celle de St. Pétersbourg. Sur son avenir pèse comme un cauchemar le sombre et fatal génie de Bismarck; dont les conseils et même les présents sont aussi redoutables que son inimitié. La dualité du gouvernement austro-hongrois—avec ses deux administrations, dont l'une, celle de la Cisleithanie comprend toutes les provinces germaniques, et celle de la Transleithanie, la Hongrie et les autres pays de race magyare ou slave—cette dualité fait qu'il y a là deux puissances qui se contrecarrent et se neutralisent, et cela seul suffirait pour rendre compte des hésitations et des embarras de la cour de Vienne. Mais il y a plus; l'issue de la lutte, quelle qu'elle soit, est redoutable pour elle. On prétend que M. de Bismarck la pousse à un agrandissement; c'est, sans doute, afin de rompre l'équilibre de son dualisme, et provoquer la jalousie des états allemands. Ceux-ci ou quelques-uns d'eux s'adjoignant à la confédération germanique, l'Autriche deviendrait une puissance slave destinée à être absorbée par la Russie. Si, au contraire, elle laisse cette dernière s'agrandir seule, elle court risque de perdre quelques-uns de ses états où l'élément slave prédomine et que ce grand mouvement pourrait détacher et entraîner. L'élément magyare, qui lui fut un temps si hostile, est maintenant, à ce point de vue, son meilleur appui. Il est en très-grande majorité catholique, et ce qui n'est point catholique est protestant; il a peu de sympathie pour la Russie. La mort de François Déak, cet homme d'état qui avait inventé le dualisme et malgré de cruels souvenirs réconcilia, la dynastie des Habsbourg avec la Hongrie, a été, pour cette raison, un grand malheur pour l'Autriche. Par un de ces retours pes événements humains dont l'histoire

offre plusieurs exemples, c'est, en effet, sur l'autonomie hongroise que repose aujourd'hui la sécurité de l'empire d'Autriche; aussi, tout ce qui sympathise avec l'Allemagne ou avec la Russie est-il violemment hostile aux Magyars. Ceux-ci, par leur supériorité intellectuelle sur les Slaves, par leur goût prononcé pour le gouvernement constitutionnel, sont, malgré bien des défauts, le noyau le plus solide de l'empire. Déak, que ses compatriotes avaient surnommé *le juste* sans pour cela l'ostraciser, ce qui prouve qu'ils ont plus de bon sens que les Athéniens, Déak avait compris l'importance du rôle qui pouvait échoir à sa race, et avec une magnanimité bien louable, il y avait sacrifié ses rancunes et ses aspirations personnelles. Si ses compatriotes lui trouvent des continuateurs, il n'est pas impossible que leur nationalité soit un jour le trait d'union qui réunisse et retienne les deux autres éléments principaux de l'empire. Nous disons principaux, car il est difficile d'imaginer une plus étrange mosaïque humaine. On prétend, en effet, qu'il y a en Autriche plus de vingt idiômes qui constituent autant de nationalités différentes: Allemands, Tchèques, Roumains, Slaves, Ruthènes, Magyars, Croates, et le reste ne se sont point assimilés les uns aux autres, et forment autant de groupes distincts. Il en est de même des religions. Dans la Hongrie seulement (la Transylvanie comprise), on trouve 7,000,000 de catholiques, 1,200,000 luthériens, 60,000 unitaires, 1,500,000 grecs unis, 2,500,000 grecs-orientaux, et 500,000 Juifs!

Quant aux principautés feudataires et aux provinces de la Turquie qui se soulèvent ou qui s'agitent maintenant, elles ont toutes des affinités ou des alliances avec quelqu'un des éléments qui constituent la monarchie austro-hongroise. Une étude particulière de chacune d'elles nous mènerait un peu loin. La partie la plus importante des principautés est l'Etat Moldo-Valaque formé par la Moldavie et la Valachie; c'est aussi la plus rapprochée de la Russie. C'est déjà presque une puissance, qui, si elle prend part au conflit, y jouera nécessairement un grand rôle. Bucharest, sa capitale, est un centre de civilisation européenne; ce qu'il faut entendre malheureusement dans le mauvais sens, tout aussi bien que dans le sens favorable du mot.

Moins considérables, l'Herzégovine et le Monténégro ont déjà montré ce qu'ils peuvent faire. Séparés de l'Adriatique par l'étroite lisière de la Dalmatie, ils occupent une position géographique importante. Un coup d'œil jeté sur une carte fera voir comment tous ces états sont singulièrement enclavés dans l'Autriche et aussi les uns dans les autres. Les guerriers du Monténégro, quoique peu nombreux, sont parmi les plus vaillants; ce sont des héros traditionnels. La Bosnie et la Serbie, plus étendues, ont, cette dernière surtout, une grande force militaire. La Serbie, dans une étendue de 791 milles géographiques carrés, a une population de 1,135,000 habitants; elle peut mettre sur pied 125,000 hommes. Son ancienne capitale, Belgrade, est une ville importante; c'est un pays riche en grains, en chevaux et en denrées. La Serbie a des arsenaux, des écoles militaires, des armes du dernier modèle, des places fortes, et dominant les défilés des montagnes, des couvents et des châteaux fortifiés qui valent mieux encore. Le prince régnant estami de l'indépendance, et l'attitude de cet état important est des plus inquiétantes pour la paix de l'Europe et pour le repos de la Turquie. Enfin, la Bulgarie, autrefois royaume, et dont les habitants n'ont pas à faire leur réputation de bravoure et d'audace, confine à la Serbie et s'étend entre la Moldo-Valachie et les monts Balkans, dont elle comprend une grande partie, jusqu'à la mer Noire. Ce pays vient de s'insurger, et comme nous l'avons fait remarquer dans notre revue précédente, cet événement a coïncidé avec la malheureuse émeute de Salonique.

Tous ces pays, il n'y a pas à en douter malgré toutes les assurances diplomatiques, sont travaillés par l'influence russe, et quelques-uns d'eux exaspérés par les vexations et le gouvernement inintelligent

des Turcs. L'Autriche seule est sincère dans les vœux qu'elle forme pour la paix en raison des embarras et des perplexités que nous avons exposés. Quant au colosse du Nord, il s'avance en Europe comme en Asie, lentement, usant, quand il le faut, de prudence et de ménagements; mais il s'avance toujours, comme ces glaciers dont nous parle la géologie, qui renversent tous les obstacles dans une marche presque insensible, mais sûre et que rien ne peut arrêter.

M. Disraëli a pu dire qu'il n'était aucunement jaloux des progrès de la Prusse, à propos de la conquête du Kohkand; mais on peut mettre en doute la sincérité de cette déclaration. Les jours de la guerre de Crimée sont bien loin maintenant, et la France affaiblie, mutilée, se débattant de son mieux entre la démagogie qui la menace d'une part et le Césarisme, auquel les progrès de la démagogie donnent des chances de retour tout à fait inespérées, la France ne pourrait aider à l'Angleterre même si le cœur lui en disait. La politique de M. Gladstone et certaines tracasseries de M. Disraëli l'ont même jetée pour le moment dans les bras de la Russie, pour laquelle nous avons signalé à plusieurs reprises ses sympathies. Elle aurait cependant elle-même un très-grand intérêt à ce que l'Autriche ne fût pas affaiblie outre mesure, et fut en état de maintenir un certain équilibre dans le nord de l'Europe.

La sanglante échauffourée de Salonique n'a pas eu jusqu'ici les suites terribles qui auraient pu en résulter; les meurtriers des consuls français et allemand ont été exécutés, toutes les réparations exigées ont été obtenues, et les flottes et les consulats des différentes puissances ont pris des mesures énergiques, dans plusieurs villes du Levant, pour protéger leurs nationaux. Mais ces mesures elles-mêmes indiquent combien la paix est précaire, et combien le fanatisme musulman est surexcité. En attendant, la conférence des ministres de la Russie, de l'Autriche et de l'Allemagne a fait concevoir quelque espoir de pacification; et il est question d'un congrès ou d'autres puissances seront invitées, si les difficultés ne s'aplanissent point.

Tandis que l'avenir est si menaçant pour l'Europe, les nouvelles chambres françaises se réunissent de nouveau, plus préoccupées, en apparence au moins, des querelles intérieures que des orages du dehors. La question de l'amnistie, que l'on a fait l'imprudence de ne pas régler après avoir voté l'urgence, se présente avec plus de gravité qu'elle n'en avait d'abord. Un publiciste qu'on ne saurait soupçonner de *cléricanisme* (ce qui est le grand croquemitaine aujourd'hui), M. de Mazade, fait dans la *Revue des Deux-Mondes* un résumé peu flatteur des votes et délibérations des deux chambres avant la vacance:

La vérité est, dit-il, que cette courte session, qui a été l'inauguration d'une législation nouvelle, d'un nouveau régime, reste jusqu'ici une entrée en scène assez médiocre, et qu'elle laisse une vague impression d'incertitude. Le sénat est entré réellement un peu vite dans son rôle de temporisateur et de sage; il a passé son mois à éviter de faire parler de lui, à s'abstenir le plus possible de toute initiative et même à se réunir le moins possible—après quoi, il a été le plus pressé de partir! La chambre des députés, en faisant plus de bruit, n'est pas arrivée à des résultats bien plus sensibles. Elle s'est fort agitée sans doute si l'on veut. Elle a prodigué les discussions fastidieuses, aboutissant à des invalidations systématiques. Elle s'est donnée le plaisir de mettre des commissions en mouvement, pour hâter de huit jours la levée de l'état de siège qui allait disparaître de lui-même. Elle a voté l'urgence sur l'amnistie pour finir par l'ajourner. Des propositions, des motions, il y en a de toutes sortes pour réformer tous les impôts, pour supprimer des ambassades, pour abroger toutes les lois sur la presse, sur les réunions, sur les associations. C'est là précisément ce qui peut s'appeler ne rien faire, ou se débattre dans le vide. Et qu'on ne dise pas qu'après tout c'est inoffensif, que le pays ne reste pas moins tranquille et rassuré, confiant désormais dans les institutions qu'il a sanctionnées de son vote, dans la majorité nouvelle qu'il a envoyée à Versailles. Assurément, le pays est tranquille. Aujourd'hui comme il y a six mois, comme il y a un an, il vit de sa propre force, de sa propre impulsion, poursuivant son travail obstiné et paisible, en dehors des agitations des partis, en dépit des majorités officielles qui le représentent alternativement. Quand il a donné son vote dans un scrutin plus ou moins solennel, il revient à sa besogne patiente et obscurément féconde; mais ce serait une étrange erreur de croire que,

parce qu'il a donné son vote à la république, le titre de républicain suffit à ses yeux pour tout expliquer et tout pallier, et qu'il ne finirait pas par se lasser d'un spectacle trop prolongé d'abus de pouvoir, d'enfantillage vaniteux et de confusions stériles.

Telles sont jusqu'ici, d'après la *Revue des Deux-Mondes*, les hauts-faits de "notre jeune et chère république," comme l'a qualifiée dans son discours à la Sorbonne M. Waddington, avec un sentimentalisme naïf qui a fait de cette phrase une sorte de cliché ironique à l'adresse du nouveau ministre de l'instruction publique.

C'est ainsi qu'un journal demande si la menace de l'*Ami du Peuple de Liège*, dans le cas où elle serait exécutée, ne constituerait pas un joli don de joyeux avènement pour "notre chère et jeune république?" Or, voici tout simplement ce que cette feuille communarde désire avec une férocité peu commune. Parlant de la répression que M. Thiers et le maréchal de MacMahon avaient exercée à l'époque de l'incendie de Paris et de l'assassinat des otages, l'*Ami du Peuple* s'écrie: "Vous, réactionnaires, vous avez fait 230,000 victimes, il nous en faudra 230,000, pas une de moins!" Voilà qui ne plaide pas trop bien la cause des déportés de la Nouvelle-Calédonie!

D'un autre côté, le journal où Rochefort trouve le moyen de se faire imprimer à Paris, les *Droits de l'Homme*, à propos d'un collègue coupable d'un crime affreux, vient d'innocenter d'un seul mot tous les criminels, en déclarant "qu'aux yeux de la raison et de la science, il n'y a pas de coupables, il n'y a que des ignorants et des malades."

Lorsque de telles choses se publient impunément, il semble bien naturel de s'alarmer, et l'on a mauvaise grâce à reprocher à Mgr. Guibert, comme l'ont fait quelques journaux, d'avoir, dans son discours à l'assemblée des comités catholiques, posé pour le martyr et parlé de poignards qui, heureusement, dit-on, n'ont rien que d'imaginaire. Certes, le cardinal-archevêque, lorsqu'il songe que deux de ses prédécesseurs sont morts frappés par des balles très-réelles, il faut le croire, n'a pas besoin d'un grand effort d'imagination pour se représenter ce qui l'attend si les amis de l'*Ami du Peuple de Liège* ont une fois leurs coupées franches! Sur 230,000 victimes qu'ils se promettent, il a une excellente chance de trouver le sort de Mgr. Affre ou de Mgr. Darboy.

N'est-ce pas, en effet, un poste bien périlleux, et n'y a-t-il pas comme un gage de martyr dans l'élévation à cette haute dignité? On se rappelle quelles ont été les misères faites à Mgr. de Quélen, on se souvient du saccageant de l'évêché en 1831; on n'a pas oublié non plus la mort tragique de Mgr. Sibour, assassiné dans l'église de Saint-Etienne-du-Mont, par un mauvais prêtre; de fait, Mgr. Morlot, dont le règne a été bien court, sur quatre archevêques, est le seul qui soit mort dans son lit. Au lieu d'être ridicules, les allusions faites par Mgr. Guibert à la carrière de ses prédécesseurs ne sont-elles pas, au contraire, bien touchantes?

Du reste, pour les hommes qui sont chargés d'une grande responsabilité, il y a d'autres dangers que ceux-là. La grande tension d'esprit, les tracasseries et les émotions de la vie publique tuent aussi bien que les balles et les poignards. M. Ricard, le ministre de l'intérieur que l'on disait affligé d'une maladie du cœur, vient d'y succomber, et il est permis de penser que la tâche difficile, et à certains égards, odieuse qui lui était dévolue, les destitutions et les changements de préfets dont nous avons parlé dans notre dernière revue, ont hâté la fin de sa carrière. Il est difficile de dire si cette mort rendra plus précaire la position d'un gouvernement qui est considéré, à bien des égards, comme transitoire, ou si elle n'amènera point quelques modifications plus considérables qu'un simple remplacement. Dans tous les cas, ceux qui ont entre les mains les destinées d'un pays comme la France, dans les époques orageuses qu'il traverse, sont plus à plaindre qu'à envier.

Au milieu de toutes ces douleurs, nous écrivait dernièrement un de nos amis, une seule chose peut nous consoler et nous soutenir: *faire notre devoir*.